

Trois quarts des Romands apprécient la présence des multinationales

Situation économique Selon une étude, la moitié des habitants de la région lémanique juge même l'implantation de ces grands groupes «très positive», alors que des décisions clés se profilent.

Pierre-Alexandre Sallier

Voilà de quoi répondre aux petites remarques ayant fleuri lors de la fuite du groupe genevois SGS pour le ciel fiscal plus favorable – à l'entreprise comme à sa patronne – de Zoug. Les citoyens de «die Romandie»? Des ingrats, prompts à scier la branche sur laquelle leur prospérité est assise.

Un sondage commandé par le Groupement des entreprises multinationales (GEM) montre que c'est un peu plus compliqué que ça. Selon cette enquête réalisée en avril dernier par MIS Trend, près de sept personnes sur dix estiment l'économie de l'arc lémanique «dépendante» de la présence de ces 1200 entreprises internationales. Avec une proportion à peine un peu moins forte dans le canton de Vaud ou les districts valaisans de Monthey ou Saint-Maurice qu'à Genève – un canton où elles génèrent 40% du produit intérieur brut (PIB).

Toujours utile de compter ses forces à l'orée de rendez-vous politiques importants pour le secteur. Président du GEM, François Rohrbach évoque une «base solide pour sensibiliser nos élites et la population» lors de la présentation, mercredi, des résultats de l'enquête.

Emploi et logement

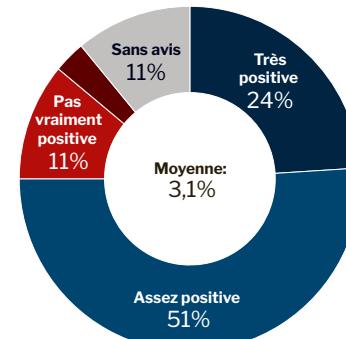
Les Romands sondés sont une moitié à juger la présence de ces groupes «assez positive» pour la région. Et même un quart supplémentaire à l'estimer «très positive» – un emballement qui, sans surprise, ne touche que 15% de ceux se présentant comme «de gauche».

Les facteurs mis en avant? Les créations d'emplois d'abord. Normal de la part d'entreprises qui disposent de près de 123'000 salariés – souvent très bien payés – dans les cantons concernés, dont plus de la moitié dans une centaine de grands groupes. Avec les em-

Perception des multinationales sur l'arc lémanique

Chaque réponse est exprimée en pourcentage et notée de 1 (pas du tout positive) à 4 (très positive).

■ Très positive ■ Pas vraiment positive
■ Assez positive ■ Pas du tout positive
■ Sans avis



Enquête menée auprès de 708 habitants de la région lémanique (septembre 2025).

Graphique: Dhl. Source: Enquête sur l'image des entreprises multinationales dans l'Arc lémanique – GEM/MIS Trend – Panel de 708 personnes (Genève, Vaud sauf Jura-Nord et Broye, districts valaisans de Monthey et de Saint-Maurice)

plois indirects, elles font travailler 190'000 personnes. À titre de comparaison, les agences onusiennes et ONG de la «Genève internationale» disposaient l'an dernier de 34'000 collaborateurs.

Les critiques formulées sont beaucoup plus prosaïques. La première d'entre elles porte sur l'augmentation du coût des logements. Un avis partagé par les trois quarts des sondés, confrontés à la concurrence de ces employés souvent bien rémunérés sur tout appartement mis en location.

Des firmes «responsables»?

Ceux ayant une opinion négative citent surtout le manque de responsabilité écologique et sociale – régulièrement pointé du doigt par une organisation non gouvernementale comme Public Eye.

Et ce, en dépit des efforts de communication déployés par ces entreprises pour mettre en avant

leurs efforts environnementaux. Seuls 14% des sondés estiment qu'elles sont «un moteur» en matière de responsabilité sociale ou environnementale.

Un avis à prendre en compte alors que le Conseil fédéral propose un contre-projet indirect à l'initiative sur les multinationales responsables. Aligné sur une réglementation européenne dite Omnibus retardée de plusieurs années – cette option est soutenue par le GEM.

Le fisc, «what else»?

L'image de ces grands groupes au sein de la population rendue par ce sondage va compter, face à la recrudescence d'une concurrence fiscale larvée entre cantons pour les attirer. En dépit de l'unification de la fiscalité des entreprises dans le pays à la fin de la dernière décennie – puis du relèvement à 15% de l'impôt minimal sur les plus grandes d'entre elles exigé de pays membres de l'OCDE – la contribution des multi-

nationales aux budgets publics n'a eu de cesse d'augmenter.

«Sur trois ans, ces entreprises – en particulier celles du négoce de matières premières – ont contribué à plusieurs milliards de recettes supplémentaires pour le Canton de Genève», rappelle Pierre de Pena, vice-président du GEM chargé de la fiscalité.

Une manière d'inciter les cantons romands à mettre en place les soutiens offerts par leurs homologues alémaniques comme Zoug, Lucerne ou Bâle – au nom de l'aide à la recherche, par exemple – afin de faire passer la pilule de la hausse du taux d'imposition liée à l'OCDE.

«À Bâle, ce choix a été soumis au peuple, Genève et Vaud doivent introduire rapidement des instruments similaires, éléments d'attractivité des cantons alémaniques», appelle Pierre de Pena. Sans référence à l'exemple de SGS, pourtant encore dans les têtes.